

Unité inter-départementale Gard-Lozère
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SANOFI-CHIMIE

route d'Avignon
30390 ARAMON

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2022 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 10/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est menée en réactif suite à l'évènement survenu le dimanche 10 avril à 9h20, concernant la chute et la casse d'une portion de près de 100 mètres du collecteur de COV site (section DN500), sans aucun blessé ni aucun autre dégât sur les installations.

Une information par mail a été faite par l'exploitant à 13h, à l'inspectrice du site, sans déclenchement de son plan d'opération interne.

La casse du collecteur entraîne la perte du traitement des COV du site pour une partie des ateliers (ceux situés en amont), qui ont alors basculé immédiatement leurs effluents gazeux vers les post condenseurs et les événements directs en toiture de chaque bâtiment concerné (évitant ainsi un risque de zone ATEX au niveau de la casse du collecteur).

L'évènement a été détecté immédiatement par l'exploitant et pris en charge rapidement, de par le bruit lors de la chute et la perte de pression dans le collecteur suivie au niveau de la salle de contrôle des utilités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 ARAMON
- Code AIOT dans GUN : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'usine SANOFI CHIMIE à Aramon, créée en 1963, produit près de 700 tonnes par an de principes actifs médicamenteux, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique. La production s'effectue selon trois types de procédés : la synthèse organique, l'extraction végétale et l'hémi-synthèse, et la biochimie.

Sur les 85 hectares du site, les installations industrielles en occupent 20 et se répartissent sur une quarantaine de bâtiments. Le site est situé à 2 km d'Aramon et emploie environ 900 salariés (dont près de 150 sous-traitants).

Le site relève des deux directives européennes suivantes :

- * Directive SEVESO (statut Seuil Haut) de par le dépassement direct des seuils des rubriques ICPE relatives au stockage et à l'emploi de substances toxiques aiguës, de produits dangereux pour l'environnement aquatique ou encore de substances ou mélanges cancérogènes spécifiques ;
- * Directive IED (émissions industrielles) de par les activités de fabrication par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, et l'élimination ou valorisation de déchets dangereux dans une installation de co incinération.

Le site fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 janvier 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection à chaud suite évènement du dimanche 10 avril 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
Indisponibilité partielle traitement COV	AP Complémentaire du 22/08/2018, article 3	/	Sans objet
Maintenance et surveillance du collecteur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après l'information de l'exploitant du dimanche 10 avril faisant suite à la chute et la casse, depuis le rack, d'une section du collecteur de COV, l'inspection s'est rendue sur site dès le lendemain matin afin de pouvoir établir les premiers constats concernant :

1/ *Au regard des dispositions applicables relatives aux indisponibilités de traitement des COV :*

- la confirmation d'un traitement efficient des COV émis depuis une partie des ateliers/stockage du site situés en aval de la casse du collecteur ;
- le délai estimé pour la réparation du collecteur et donc le délai attendu pour la remise en traitement des COV émis depuis les ateliers situés en amont de la casse du collecteur (5 ateliers concernés) ;
- la liste des synthèses en cours sur les ateliers situés en amont de la casse du collecteur mettant en œuvre des COV dit spécifiques (type dichlorométhane)

2/ Au regard du système de gestion de la sécurité, les dispositions en place en termes de surveillance et de maintenance du collecteur de COV.

L'inspection a également permis de partager les premières causes identifiées, qui pourront être précisées et compléter notamment au travers du rapport d'incident demandé à l'exploitant.

Concernant les suites de la gestion de l'évènement par l'exploitant, il est à noter que par mail de 20h07 au soir de l'inspection, l'exploitant a confirmé que la collecte de tous les COV du site a redémarré à 19h46.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant fournit dans les meilleurs délais et sous 15 jours au plus tard, un rapport d'analyse détaillé de l'évènement de ce dimanche 10 avril 2022. Ce rapport doit permettre également à l'exploitant de préciser son argumentaire sur la raison du non déclenchement de son plan d'opération interne pour cet évènement. En visite, l'exploitant présente l'analyse des premières causes identifiées, à savoir une dilatation trop importante sollicitant fortement les soudures du collecteur, due au delta de température nuit/jour important, couplé à une absence de point fixe sur le collecteur sur un linéaire trop important. L'exploitant précise que ce phénomène de contrainte sur le collecteur COV est connu et fait l'objet d'étude spécifique avec le bureau d'études Technip . Il est précisé qu'un plan directeur sur le réseau de COV est en cours. Ces éléments pourront utilement compléter le rapport d'incident demandé. En particulier, le rapport ci-dessus identifiera de manière précise les « causes profondes » susceptibles d'être à l'origine du sinistre, liées au collecteur ; notamment les éléments de sa conception, de sa réalisation, de sa maintenance et de ses contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indisponibilité partielle traitement COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt ou d'indisponibilité de l'installation de co-incinération : <ul style="list-style-type: none">- Le délai de mise en service de l'installation de secours suite à l'arrêt du co-incinérateur ne doit pas dépasser 96 heures.- L'exploitant ne démarre pas et ne reprend pas de fabrication ou réaction mettant en œuvre du dichlorométhane ou tout autre composé organique visé aux articles 27.7.b et 27.7.c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié avant que le dispositif de traitement des COV de secours ne soit connecté et en état de fonctionner.
Constats : L'évènement du dimanche 10 avril, relatif à la chute et la casse du collecteur COV site entraîne une absence de traitement sur le co-incinérateur site des COV issus des ateliers situés en amont de la casse, à savoir les bâtiments 22, atelier 8, bâtiment 08, synthèse 1 et synthèse 2. Le bâtiment synthèse 3 et son parc associé ainsi que le parc 42 à solvants restent connectés au collecteur COV général site et le traitement de leur COV émis sur l'unité de co-incinération reste opérationnel. Le ventilateur situé au plus près de l'unité de co incinération assurant la dépression dans le collecteur s'est auto-régulé au moment de l'évènement et permet depuis de maintenir la dépression nécessaire dans le collecteur pour le traitement des COV collectés depuis l'aval de la casse. Lors de la visite, l'exploitant explicite que la zone de l'évènement a été mise en sécurité dès le dimanche, et que les interventions pour réparation du linéaire ont débuté ce matin. Au vu des compétences nécessaires identifiées disponibles sur site (sous traitants site dont le planning a été revu pour intervention en priorité sur le collecteur COV) et de linéaire de tuyauterie disponible sur site en stock, une remise en service du collecteur général site est annoncée pour le mardi soir (moins de 72h après l'évènement). En ce qui concerne les fabrications mettant en œuvre du dichlorométhane ou tout autre composé organique visé aux articles 27.7b et 27.7c de l'arrêté ministériel du 2/2/1998 modifié, réalisées au sein des ateliers situés en amont de la casse, l'exploitant justifie que seules deux synthèses sont concernées au regard des batchs en cours au moment de l'incident : <ul style="list-style-type: none">- "Gamithromicyne PSO" sur synthèse 2 (COV spécifiques concernés : DCM, DMAC, Pyridine) : l'exploitant précise terminer la synthèse en cours et ne pas relancer un nouveau lot, initialement prévu ce mercredi soir, tant que la collecte des COV pour traitement sur le co-incinérateur n'est pas opérationnelle.- "Méglimine" sur synthèse 1 (COV spécifique concerné : DEA) : l'exploitant indique que la synthèse s'est terminée dimanche soir et qu'elle reste à l'arrêt tant que la collecte des COV pour traitement sur le co-incinérateur n'est pas opérationnelle. Le soir de la visite, l'exploitant informe l'inspection par mail de 20h07, suivi d'un appel téléphonique, que le collecteur a été remis en place et que provisoirement des manchettes sont mises en place pour assurer l'étanchéité du collecteur. L'exploitant déclare le redémarrage de la collecte de tous les COV site à 19h46. Par appel téléphonique de 20h20 à l'inspecteur du site, l'exploitant confirme ainsi que la collecte de tous les COV est redevenue opérationnelle et que la synthèse de Méglimine stoppée depuis dimanche soir pourra être relancée. Ces éléments n'appellent pas de suite à ce stade. Il est rappelé à l'exploitant que le rapport d'incident demandé ci-avant doit présenter le plan d'actions en ce qui concerne la réparation perenne du collecteur, prévu pour les arrêts d'été tel que cela a été exposé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et surveillance du collecteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le collecteur de COV est source d'un phénomène dangereux majeur (explosion) identifié dans l'étude de dangers du site. A ce titre, la bonne intégrité du collecteur fait notamment l'objet d'une surveillance et d'une maintenance spécifique : <ul style="list-style-type: none">- surveillance permanente au niveau de la salle de contrôle utilisées par le suivi du maintien de la dépression dans le réseau;- maintenance annuelle au niveau des équipements présents en toiture (ventilateurs et pare-flammes)- maintenance annuelle sur le linéaire du collecteur au niveau des soudures des portions de tuyauterie. Le programme est renseigné sur SAP, qui assure également le suivi des actions. L'exploitant précise en complément mener une étude spécifique pour améliorer l'exploitation du collecteur en sécurité . Le rapport d'incident demandé ci-avant doit préciser ce point. Une procédure au titre du volet "Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation" du collecteur COV pourra utilement être mise en place au titre du système de gestion de la sécurité site une fois cette analyse finalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet